



Numéro PPQ/6926

mardi 16 septembre 2014

Les grands titres:

- Ebola : le chef de l'ONU réclame une réponse exceptionnelle à une crise exponentielle
- Diminution de moitié des décès chez les enfants de moins de 5 ans depuis 1990 – UNICEF
- Gaza : l'ONU annonce un accord tripartite pour la reconstruction
- L'ONU nomme Leonardo DiCaprio Messenger de la paix sur la question du climat
- La faim recule dans le monde, mais 805 millions de personnes en souffrent encore, selon l'ONU
- Journée de la protection de la couche d'ozone : Ban se réjouit des progrès réalisés
- Yémen : l'ONU demande une enquête sur le meurtre de neuf manifestants à Sana'a
- Somalie : plus de 130.000 personnes déplacées en 2014 du fait de l'insécurité alimentaire
- Le HCR lance un appel aux bailleurs de fonds pour aider les réfugiés nigériens au Cameroun, au Tchad et au Niger

Ebola : le chef de l'ONU réclame une réponse exceptionnelle à une crise exponentielle



16 septembre - Alors que l'épidémie d'Ebola continue de se propager rapidement en Afrique de l'Ouest, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a estimé mardi qu'il fallait une réponse internationale exceptionnelle à cette crise exponentielle, les besoins étant estimés à près d'un milliard de dollars.

« Des contributions généreuses sont annoncées chaque jour mais nous avons beaucoup de choses à faire pour fournir les services sanitaires, la nourriture, l'eau, l'assainissement et les fournitures nécessaires », a dit M. Ban lors d'une conférence de presse au siège des Nations

Unies à New York.

« Nous ne pouvons pas laisser aux interdictions concernant les voyages et les transports nous ralentir. Nous devons isoler les personnes touchées par Ebola, pas des pays qui se battent pour surmonter l'épidémie », a-t-il ajouté.

L'épidémie d'Ebola continue de se propager en Afrique de l'Ouest avec près de 5.000 personnes infectées et plus de 2.400 morts en Guinée, au Libéria, au Nigéria, au Sénégal et en Sierra Leone. Environ 60 à 70% des personnes infectées ne survivent pas.

Selon le Secrétaire général, « il ne s'agit pas seulement d'une crise sanitaire. L'épidémie a des conséquences humanitaires, économiques et sociales graves qui pourraient se propager au-delà des pays touchés. »

« Nous devons être aussi audacieux et courageux que ceux qui se battent sur la ligne de front de la maladie. C'est pourquoi nous nous mobilisons - et c'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies sera au centre de l'intervention pour lutter contre l'épidémie. Ebola est une crise exponentielle qui exige une réponse mondiale exceptionnelle. »



Le Secrétaire général a rappelé que le Conseil de sécurité tiendrait une réunion d'urgence jeudi sur Ebola, au cours de laquelle la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Margaret Chan, et lui-même présenteront le programme d'action internationale pour contenir cette menace.

La semaine prochaine, l'Assemblée générale des Nations Unies tiendra une réunion de haut niveau sur les besoins des populations et des pays touchés par Ebola.

A Genève, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires humanitaires ont présenté mardi un document listant les services, fournitures et autres besoins nécessaires pour affronter l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Les besoins représentent au total 987,8 millions de dollars pour couvrir les opérations d'assistance dans les trois pays les plus affectés (la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone) pendant six mois.

« La crise de l'Ébola est sans précédent. Elle nécessite une réponse internationale exceptionnelle pour répondre à la crise sanitaire et aux menaces plus larges en termes politiques, économiques et de société dans les pays touchés », a déclaré le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour le virus Ebola, le Dr David Nabarro.

« Un nombre croissant de partenaires internationaux se rassemblent dans la Coalition mondiale contre Ebola. Ils aideront à mettre en œuvre des mesures cruciales et soutenir une réponse sûre et rigoureuse aux niveaux national et international », a ajouté le Dr Nabarro.

La coalition inclut les autorités des pays touchés et des pays à risque, des représentants de la société civile, du secteur privé, d'organisations non gouvernementales, d'organisations multilatérales, d'institutions financières internationales et des États membres de l'ONU.

Le document intitulé 'Vue d'ensemble des besoins et exigences' a été présenté aux États membres, y compris les pays touchés, et va au-delà de la nécessité de traiter, de contenir et de prévenir le virus Ebola. Il comprend des mesures pour répondre aux besoins humanitaires pas directement liés à Ebola et qui ont été aggravés par l'épidémie.

"Nous ferons tout notre possible pour soutenir les gouvernements, les agences des Nations Unies, les ONG et les autres partenaires dans leurs efforts en matière sanitaire, et dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'assainissement et de la protection", a dit pour sa part la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos.

En Afrique de l'Ouest, plus de 22 millions de personnes vivent dans des zones où la transmission d'Ebola a été signalée.

« La feuille de route de l'OMS, qui a été présentée à la fin du mois d'août, énonce ce que nous devons faire pour arrêter le virus Ebola. Mais il faudra plus qu'un plan pour mettre fin au virus Ebola. L'engagement fort pris par nos partenaires des Nations Unies et les États membres est nécessaire pour vaincre ce virus. Et c'est un véritable engagement des dirigeants du monde qui fera la différence », a déclaré le Sous-Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Bruce Aylward.

Par ailleurs, l'OMS s'est félicitée de la décision du gouvernement chinois d'envoyer une équipe de laboratoire mobile en Sierra Leone pour renforcer les capacités d'analyse de laboratoire pour Ebola dans le pays.

La contribution chinoise fait suite à l'appel de l'OMS à élargir l'assistance apportée aux efforts de lutte contre Ebola en Afrique et aux demandes adressées par le gouvernement de la Sierra Leone.

« Ce dont nous manquons le plus dans l'action contre Ebola, c'est de personnel médical, » a déclaré le Dr Margaret Chan. « La nouvelle équipe rejoindra les 115 membres du personnel médical chinois présents sur le terrain en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone pratiquement depuis le début. C'est un grand soulagement, tant sur le plan moral qu'opérationnel. »

Diminution de moitié des décès chez les enfants de moins de 5 ans depuis 1990 – UNICEF



16 septembre - Les taux de survie de l'enfant ont progressé de façon spectaculaire depuis 1990, une période durant laquelle le nombre absolu de décès chez les enfants de moins de cinq ans a été réduit de moitié, passant de 12,7 millions à 6,3 millions, selon un rapport publié mardi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Le rapport de situation 2014 'S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée' montre que les vingt-huit premiers jours de vie sont la période la plus vulnérable. Près de 2,8 millions de bébés meurent chaque année durant cette période. Un million d'entre eux n'atteignent même pas leur seconde journée de vie.

Une grande partie de ces décès pourraient être facilement évités grâce à des interventions simples et économiques avant, pendant et immédiatement après la naissance.

L'analyse montre que les défaillances des systèmes de santé durant la période critique de l'accouchement contribuent à ces décès. Elle montre aussi qu'il existe un écart considérable – entre pays et entre les riches et les pauvres – dans l'offre et la qualité des services de santé offerts aux femmes enceintes et à leurs bébés.

Parmi les conclusions importantes de cette étude, l'UNICEF note qu'environ la moitié des femmes n'obtiennent pas le nombre minimum recommandé de quatre visites médicales prénatales durant leur grossesse.

L'étude relève également que les complications au moment de l'accouchement sont responsables d'environ un quart de l'ensemble des décès néonataux dans le monde. En 2012, un bébé sur trois (environ 44 millions) est arrivé au monde sans l'apport d'une aide médicale appropriée.

Les observations factuelles montrent qu'en commençant l'allaitement au sein dans la première heure qui suit la naissance, on diminue les risques de décès néonatal de 44%. Pourtant, moins de la moitié de la totalité des nouveau-nés de la planète recueillent les avantages d'un allaitement au sein immédiat.

Selon l'étude, la qualité des soins est souvent nettement défaillante même pour les mères et les bébés qui sont en contact avec le système de santé. Une analyse faite par l'UNICEF de dix pays à taux de mortalité élevés montre que moins de 10% des bébés mis au monde par du personnel de santé qualifié ont fait l'objet des sept interventions post-natales recommandées, dont l'initiation précoce à l'allaitement. De même, moins de 10% des mères qui ont vu un agent de santé durant leur grossesse ont fait l'objet de huit interventions néonatales de base.

Les pays qui comptent parmi ceux ayant les nombres les plus élevés de décès néonataux, affichent également une faible couverture en soins postnatals pour les mères : Éthiopie (84.000 décès; couverture de 7%), Bangladesh (77.000; 27%); Nigéria (262.000; 38%); Kenya (40.000; 42%).

Les enfants nés de mères âgées de moins de 20 ans et de plus de 40 ans ont des taux de mortalité plus élevés.

De plus, le rapport montre que le niveau d'éducation et l'âge de la mère ont une influence importante sur les chances de survie de son nourrisson. Les taux de mortalité néonatale chez les mères sans éducation scolaire sont près de deux fois plus élevés que chez celles ayant fait des études secondaires et plus.

« Ces données montrent clairement que les chances de survie d'un nourrisson augmentent de façon spectaculaire quand sa mère a un accès constant à des soins de qualité durant la grossesse et l'accouchement, » a dit Geeta Rao Gupta, Directrice générale adjointe de l'UNICEF. « Nous devons veiller à ce que ces prestations, quand elles existent, soient pleinement utilisées et que chaque contact entre une mère et son agent de santé compte vraiment. Des efforts particuliers doivent être faits pour veiller à ce que les plus vulnérables soient aidés. »

Les inégalités, en particulier en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, restent élevées dans les pays les moins avancés : les femmes des foyers les plus riches ont presque trois fois plus de chances que celles des foyers les plus pauvres de mettre leur bébé au monde avec l'aide d'un soignant qualifié. Malgré cela, le rapport indique que les écarts en matière de mortalité chez les moins de cinq ans diminuent régulièrement. Dans chaque région, sauf en Afrique subsaharienne, la part de mortalité chez les moins de cinq ans dans les segments les plus pauvres de la société diminue plus vite que dans les segments les plus riches. De manière plus significative, à l'échelle mondiale, les populations pauvres font davantage de progrès en termes de survie de l'enfant que leurs compatriotes les plus riches.

« Il est extrêmement encourageant que les inégalités en matière de survie de l'enfant continuent à se réduire, » a affirmé Geeta Rao Gupta. « Nous devons tirer parti de cette dynamique et l'utiliser pour mener plus loin les programmes qui consacrent l'essentiel de leurs ressources aux foyers les plus pauvres et les plus marginalisés; c'est une stratégie qui peut sauver le plus grand nombre de vies d'enfants. »

Gaza : l'ONU annonce un accord tripartite pour la reconstruction



16 septembre - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, a annoncé mardi devant le Conseil de sécurité que son bureau était parvenu à un accord tripartite entre Israël, l'Autorité palestinienne et l'ONU afin de permettre les travaux de reconstruction nécessaires dans la bande de Gaza.

Cet accord, a précisé M. Serry en présentant l'exposé mensuel du Secrétariat sur la « situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine », implique le secteur privé et donne un rôle clef à l'Autorité palestinienne dans l'effort de reconstruction, tout en offrant des assurances par le biais d'une surveillance de l'ONU selon lesquelles les matériaux ne seront pas détournés de leurs destinations civiles.

Dans un Moyen-Orient de plus en plus instable, notamment en Iraq et en Syrie, le Coordonnateur spécial a appelé le Conseil de sécurité à consolider le calme fragile entre Israël et Gaza et à favoriser la reconstruction de Gaza.

« Gaza doit être ouvert à la reconstruction et au relèvement et il faut répondre aux légitimes préoccupations sécuritaires s'agissant des produits à double usage », a insisté M. Serry, en se disant satisfait que les deux gouvernements aient compris cette situation.

Ce « mécanisme temporaire », a-t-il dit, devrait aussi renforcer la confiance des bailleurs de fonds avant la conférence sur la reconstruction de Gaza prévue le 12 octobre au Caire, en Égypte. « Le gouvernement palestinien de consensus national, qui est pleinement engagé en faveur des principes de l'OLP sous la direction du Président Mahmoud Abbas, doit avoir la possibilité d'assumer toutes ses responsabilités à Gaza et de surveiller les activités de reconstruction et de contrôler toutes les forces de sécurité, les armes et les équipements », a-t-il déclaré.

À un mois de la conférence de reconstruction de Gaza, M. Serry a rappelé que les Nations Unies et le gouvernement palestinien avaient estimé le 10 septembre à 550 millions de dollars l'aide nécessaire aux centaines de milliers de civils affectés par le récent conflit dans la bande de Gaza.

Dans un exposé articulé autour de six points, M. Serry a cité un accord de paix israélo-palestinien comprenant des dispositions pour permettre l'entrée à Gaza de biens humanitaires, de matériaux de construction et l'extension de la zone de pêche à six milles nautiques. Il a espéré que de nouveaux arrangements seraient possibles dans l'optique d'une levée du blocus, en gardant à l'esprit le cadre de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

Il s'est réjoui du fait qu'Israël ait accepté hier le lancement de projets des Nations Unies d'un montant de 105 millions de dollars qui avaient été présentés avant le conflit dans le contexte de la tenue de la réunion du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens du 22 septembre 2014. Il a espéré qu'Israël accepterait d'autres programmes de reconstruction lors de la conférence du 12 octobre.

M. Serry a rappelé que le conflit à Gaza s'était traduit par une tragédie humaine sans précédent, avant de s'inquiéter de la précarité du cessez-le-feu mis en œuvre depuis le 26 août. Il a souligné que 2.100 Palestiniens avaient été tués, dont 500 enfants, 250 femmes et 11 membres de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et 11.000 autres avaient été blessés. De même, 18.000 maisons ont été détruites ou endommagées, tandis que 100.000 personnes ont perdu leur logement et 65.000 Palestiniens déplacés ont trouvé refuge dans des camps de l'UNRWA.

Côté israélien, 66 soldats et six civils ont été tués et 130 civils et 450 soldats ont été blessés.

L'ONU nomme Leonardo DiCaprio Messenger de la paix sur la question du climat



Désertification en Namibie. Photo PNUÉ/A. Gloor

16 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé mardi qu'il avait nommé l'acteur américain Leonardo DiCaprio Messenger de la Paix sur la question des changements climatiques.

« M. DiCaprio est une voix crédible du mouvement environnementaliste et il dispose d'une plateforme considérable pour se faire entendre. Je suis heureux qu'il ait choisi de mettre sa voix au service des efforts de l'ONU pour plaider en faveur de mesures urgentes de lutte contre les changements climatiques », a déclaré M. Ban dans un communiqué de presse.

Le chef de l'ONU a demandé à M. DiCaprio de participer au Sommet de l'ONU sur le climat le 23 septembre à New York, qui réunira des dirigeants du monde entier pour trouver des moyens d'agir contre les changements climatiques, lancer la croissance durable et améliorer les conditions de vie pour tous.

M. Ban a salué l'engagement de M. DiCaprio dans la lutte pour les causes environnementales, sans parler des énormes fonds qu'il a pu collecter et de ses dons généreux aux projets liés à la protection et à la préservation de l'environnement.

Le nouveau Messenger de la Paix a créé en 1998 « la Fondation Leonardo DiCaprio » pour protéger les dernières zones sauvages de la planète et travaillé depuis lors dans les domaines de l'environnement et de l'humanitaire.

« Pour moi, c'est une obligation morale que de défendre ces causes à ce moment clé de l'histoire humaine car c'est le moment d'agir. La manière dont nous répondrons à la crise climatique déterminera probablement le sort de l'humanité et de notre planète », a expliqué l'acteur américain.

Par ailleurs, un rapport de la Commission internationale sur l'Economie et le Climat a été publié mardi. A l'occasion de la présentation de ce document, le chef de l'ONU a souligné qu'il était nécessaire de gérer les risques liés au climat pour permettre des progrès économiques durables et continus.

« Nous avons besoin de réformes structurelles de l'économie mondiale. Ce rapport affirme qu'il est possible de construire un système où la croissance économique et la lutte contre les changements climatiques se renforcent mutuellement », a souligné M. Ban en ajoutant qu'il est impossible d'éradiquer l'extrême pauvreté sans lutter contre les changements climatiques.

La faim recule dans le monde, mais 805 millions de personnes en souffrent encore, selon l'ONU



Photo UNICEF

16 septembre - Le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde a diminué de plus de 100 millions au cours des dix dernières années et de plus de 200 millions depuis 1990-92, mais près de 805 millions de personnes souffrent encore de la faim, soit une personne sur neuf, selon un rapport publié mardi par plusieurs agences onusiennes.

Le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde est publié chaque année conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

La tendance générale au recul de la faim dans les pays en développement signifie que l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la proportion de personnes sous-alimentées d'ici à 2015 est à portée de main, à condition que les efforts appropriés et immédiats soient intensifiés, indique le rapport. A ce jour, 63 pays en développement ont atteint l'objectif en question et six autres sont en voie de l'atteindre d'ici à 2015.

« C'est la preuve que nous pouvons remporter la guerre contre la faim et cela devrait inciter les pays à aller de l'avant avec l'aide de la communauté internationale selon les besoins », ont indiqué les chefs des trois agences, José Graziano da Silva, Kanayo Nwanze et Ertharin Cousin, dans le rapport en soulignant qu'une réduction accélérée, substantielle et durable de la faim est possible à condition que les dirigeants du monde fassent preuve de l'engagement politique nécessaire.

Le rapport note que l'accès à la nourriture s'est nettement et rapidement amélioré dans les pays qui ont connu une croissance économique générale, notamment en Asie du Sud-Est et de l'Est. L'accès à la nourriture s'est également amélioré en Asie du Sud et en Amérique latine, mais surtout dans les pays qui se sont dotés de filets de sécurité et d'autres formes de protection sociale, notamment en faveur des ruraux pauvres.

En dépit de nets progrès dans l'ensemble, plusieurs régions et sous-régions restent à la traîne. En Afrique subsaharienne, plus d'une personne sur quatre restent chroniquement sous-alimentées, alors que 526 millions de personnes souffrent de la faim en Asie, la région la plus peuplée du monde.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont réalisé les plus grands progrès en matière de sécurité alimentaire. Mais en Océanie, le nombre absolu d'affamés a augmenté depuis 1990-92, et cette région n'a enregistré qu'une amélioration modeste: 1,7% de baisse de la prévalence de la sous-alimentation, qui atteignait quand même 14% en 2012-14.

Les chefs des trois agences ont également indiqué que sur les 63 pays ayant atteint l'OMD, 25 ont également atteint l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015. Toutefois, le rapport indique qu'il est désormais trop tard pour atteindre au niveau mondial l'objectif du SMA.

Etant donné le nombre toujours inacceptable de personnes sous-alimentées dans le monde, les chefs d'agences ont souligné la nécessité de renouveler l'engagement politique à lutter contre la faim et le transformer en actions concrètes. Dans ce contexte, ils se félicitent de l'engagement pris en juin 2014, lors du Sommet de l'Union africaine, d'éradiquer la faim sur le continent africain d'ici à 2025.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes complexes qui ne peuvent être résolus par un seul secteur ou un intervenant isolé. Ils doivent être traités de manière coordonnée, affirment la FAO, le PAM et le FIDA en appelant les gouvernements à travailler en collaboration étroite avec le secteur privé et la société civile.

Le rapport indique que l'éradication de la faim exige l'établissement d'un environnement favorable et une approche intégrée. Une telle approche implique des investissements publics et privés pour accroître la productivité agricole, l'accès à la terre, aux services, aux technologies et aux marchés et des mesures visant à promouvoir le développement rural et la protection sociale pour les plus vulnérables, notamment en renforçant leur résilience face aux conflits et aux catastrophes naturelles. Le rapport souligne aussi l'importance des programmes de nutrition spécifiques, notamment ceux qui ciblent le problème des carences en micronutriments des mères et des enfants de moins de cinq ans.

Journée de la protection de la couche d'ozone : Ban se réjouit des progrès réalisés



16 septembre - À l'occasion de la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rappelé mardi qu'il y a 25 ans, les pays du monde se sont mobilisés pour enrayer l'appauvrissement rapide de la couche d'ozone atmosphérique, qui protège la Terre des rayonnements nocifs provenant de l'espace.

« On considère à l'heure actuelle que la couche d'ozone a de bonnes chances de se reconstituer dans les prochaines décennies », s'est félicité le chef de l'ONU dans son

message pour la journée.

Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est l'un des traités environnementaux les plus largement acceptés de l'histoire. Il prévoit des contrôles juridiquement contraignants sur la production et la consommation nationales de substances appauvrissant la couche d'ozone et a atteint l'objectif de ratification universelle, avec 197 pays.

« Des découvertes scientifiques récentes montrent l'importance du Protocole de Montréal. S'il n'existait pas, les niveaux atmosphériques des substances appauvrissant la couche d'ozone auraient pu décupler d'ici à 2050. Une action concertée a permis de prévenir des millions de cas de cancer de la peau », a rappelé M. Ban.

Le Protocole a également contribué à la lutte contre les changements climatiques, de nombreuses substances appauvrissant la couche d'ozone étant de puissants gaz à effet de serre.

S'agissant des changements climatiques qui touchent les populations, les économies et les écosystèmes partout dans le monde, le Secrétaire général a appelé à « agir pour réduire cette menace avec la même cohésion que celle dont nous faisons preuve dans la lutte contre le danger de l'appauvrissement de la couche d'ozone ».

« Inspirons-nous des mesures que nous avons prises pour protéger la couche d'ozone! Le Protocole de Montréal a montré que, quand elle agissait résolument, la communauté internationale, y compris le secteur privé, pouvait obtenir des résultats porteurs de transformation pour le bien de tous. Tirons les enseignements de cet exemple et appliquons-les à la tâche urgente consistant à relever les défis posés par les changements climatiques », a-il ajouté.

Yémen : l'ONU demande une enquête sur le meurtre de neuf

manifestants à Sana'a



Le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Rupert Colville. Photo: HCDH

16 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exhorté mardi les autorités du Yémen à mener une enquête indépendante sur la mort de neuf personnes qui ont été tuées lors de manifestations qui ont eu lieu dans la capitale Sana'a les 7 et 9 septembre et au cours desquelles 67 autres personnes ont été blessées par balles ou par jets de gaz lacrymogène.

« Selon des témoins interrogés par le HCDH, les manifestants étaient armés seulement de bâtons, de pierres et de parapluies alors que les forces de sécurité ont ouvert le feu sans avertissement en utilisant des balles réelles », a dit le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'une conférence de presse à Genève.

À ce jour, aucune enquête officielle n'a été lancée sur l'éventuel usage excessif de la force par les forces de sécurité. Parmi les personnes tuées se trouvent un agriculteur, un chauffeur d'ambulance, un membre du personnel au sol de l'aéroport et des étudiants.

« Alors que le Yémen fait face à des défis internes considérables, il est très important que des violations des droits de l'homme ne soient pas dissimulées. Une enquête prompte et impartiale serait un signal fort pour dissuader les auteurs de violence et pour assurer que le droit des victimes à la justice et à la réparation soit respecté », a souligné le porte-parole.

« Nous appelons tous les responsables politiques au Yémen à renoncer à utiliser la violence et à s'engager dans le processus national actuel pour empêcher davantage d'instabilité et de violence », a-t-il ajouté.

De son côté, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Jamal Benomar, continue ses consultations avec les représentants des parties prenantes afin de trouver une issue pacifique à la crise actuelle dans ce pays.

M. Benomar a notamment rencontré lundi le Président du Yémen, Abed Rabbo Mansour Hadi, et d'autres représentants du gouvernement ainsi que le dirigeant du parti d'opposition Islah ainsi que des représentants de la minorité des Houtis.

Somalie : plus de 130.000 personnes déplacées en 2014 du fait de l'insécurité alimentaire



16 septembre - Plus de 130.000 personnes en Somalie ont dû quitter leurs maisons depuis le début de l'année à cause des expulsions forcées, de la sécheresse, de la guerre et du manque de moyens de subsistance, a indiqué mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« La vaste majorité d'entre elles, soit environ 107.000, sont des déplacés internes en Somalie. Par ailleurs, 23.000 réfugiés somaliens ont été enregistrés au Yémen, au Kenya et en Ethiopie durant les huit premiers mois de 2014 », a indiqué un porte-parole du HCR,

Babar Baloch, lors d'un point de presse à Genève.

« L'insécurité a été la principale cause du déplacement interne avec environ 38.000 personnes ayant fui leurs maisons à cause du conflit militaire », a-t-il ajouté.

Selon les estimations, durant les huit derniers mois, environ 7.000 personnes ont fui l'offensive militaire en cours actuellement dans le centre-sud de la Somalie.

Les expulsions forcées de déplacés installés sur des terrains ou dans des bâtiments qu'ils soient privés ou publics auraient déraciné près de 33.000 personnes à Kismayo et dans la capitale Mogadiscio.

« Le HCR a engagé des discussions avec les fonctionnaires somaliens en charge des déplacés pour assurer que ces évictions ne s'effectuent pas en violation des droits humains fondamentaux. Le HCR a distribué des articles de secours essentiels à 3.000 familles déplacées à Kismayo ces dernières semaines, mais des distributions supplémentaires sont nécessaires », a indiqué le porte-parole du HCR.

Il a ajouté que de nombreux déplacés vivent dans des abris de fortune sur des sites dépourvus de services essentiels. Des violences à l'encontre des femmes ainsi que des viols de jeunes filles et de femmes par des miliciens ont été signalés.

S'agissant des réfugiés somaliens dans les pays voisins, le Yémen a déjà reçu cette année 11.000 nouveaux arrivants par bateaux ayant traversé le golfe d'Aden ou la mer Rouge. Ce chiffre atteint déjà celui enregistré pour toute l'année 2013. La plupart des nouveaux arrivants sont originaires de six régions du centre-sud de la Somalie qui sont affectées par la sécheresse, l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Près de 9.000 Somaliens sont arrivés au Kenya alors que l'Éthiopie a enregistré plus de 3.000 réfugiés somaliens arrivés cette année. Le total des réfugiés somaliens dans la région s'élève à 957.000.

Le HCR lance un appel aux bailleurs de fonds pour aider les réfugiés nigériens au Cameroun, au Tchad et au Niger



16 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) a lancé mardi un appel de fonds aux donateurs pour un montant de 34 millions de dollars afin de financer des opérations urgentes pour aider des dizaines de milliers de réfugiés nigériens au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Le HCR et 16 partenaires appellent les donateurs à contribuer d'urgence pour protéger et assurer une aide vitale à plus de 75.000 personnes ayant déjà fui de l'autre côté de la frontière depuis l'année dernière, lorsque les groupes insurgés ont intensifié leur campagne de terreur, de meurtres et d'enlèvements de civils au nord-est du Nigéria, dans les Etats de l'Adamaoua, de Borno et de Yobe.

Le Plan d'aide aux réfugiés nigériens couvre les besoins les plus immédiats en termes de protection et d'assistance pour jusqu'à 95.000 personnes qui auront fui le Nigéria d'ici la fin 2014. Etant donné le regain de violences et le nombre croissant de personnes fuyant le conflit, ce nombre devra probablement être révisé à la hausse.

Durant le seul mois d'août, plus de 11.000 réfugiés ont rejoint le Cameroun et le Tchad. Près de 15.000 civils sont arrivés dans la région de Diffa au Niger depuis début août. Beaucoup d'entre eux se sont installés sur des îles du Lac Tchad. En septembre, des attaques dans les Etats de Borno et d'Adamaoua ont poussé de nouveaux réfugiés à rejoindre le Cameroun et le Niger.

« Au Cameroun, les nouveaux arrivants ont trouvé refuge dans des bâtiments d'école et des églises. Certains sont hébergés par des familles hôtes alors que d'autres vivent et dorment en plein air. Le taux important d'infections respiratoires parmi les enfants est très préoccupant », a indiqué le porte-parole du HCR, Babar Baloch.

« Ce week-end, les réfugiés nouvellement arrivés ont dit à nos équipes à la frontière que des insurgés avaient attaqué leurs villages dans les régions de Gwoza, Bama, Pulka et Idagala dans l'Etat de Borno. Ils ont tout volé avant de brûler les maisons. Certains réfugiés sont gravement traumatisés après avoir vu les assassinats brutaux de leurs proches », a-t-il ajouté.

Selon certains réfugiés, un groupe de 40 à 60 hommes armés sont arrivés dans leur village à moto, en disant aux villageois d'adopter un islam plus radical et de rejoindre leurs rangs, en menaçant de les tuer.

Les réfugiés ont fui leurs maisons de nuit et ils ont marché pendant des jours avant d'atteindre une sécurité relative à Kolofata, Mora ou Fotokol au Cameroun. Les enfants sont arrivés épuisés après ce long voyage et ils s'étaient blessés aux pieds. Selon des réfugiés, la plupart des villages du côté nigérien se sont vidés de leurs habitants. Il n'y resterait que des personnes âgées ou handicapées.

Le HCR craint davantage d'attaques transfrontalières au Cameroun. "De ce fait, nous avons commencé à transférer les réfugiés nouvellement arrivés vers le camp de réfugiés de Minawao, situé à environ 120 kilomètres plus à l'intérieur du pays. Depuis la dernière semaine d'août, près de 8000 réfugiés ont été transférés vers ce camp, qui accueille aujourd'hui plus de 13.000 personnes", a dit le porte-parole.

Cependant, la situation sécuritaire instable dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun entrave sérieusement cette opération de transfert. Plus de 13 000 réfugiés se trouvent toujours à la frontière avec le Nigéria. Au total, le Cameroun accueille quelque 43 700 réfugiés nigériens selon les autorités, y compris 26 753 d'entre eux qui ont été enregistrés par le HCR. Des dizaines de personnes continuent d'arriver chaque jour.

Au Niger, les civils continuent à arriver en nombre croissant. Plus de 70% d'entre eux sont des femmes et des enfants. Beaucoup ont fui les récentes attaques sur Doron Bagga, d'autres partent de peur que la menace des insurgés ne se rapproche de leurs villes et villages. L'escalade de la violence au Nigéria et la menace permanente à la périphérie de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, conduiraient à un afflux encore plus important dans les pays voisins. De nombreux ressortissants tchadiens arrivent également. Ils transitent par le Niger lors du retour vers leur pays.

Les autorités nigérianes ont demandé l'appui du HCR pour mieux protéger les 650.000 personnes déplacées à l'intérieur des six États du Nord-Est du Nigéria, y compris les trois États concernés par l'état d'urgence (Adamaoua, Borno et Yola). "Avec la Commission nationale des droits de l'homme et les ONG nationales, nous mettons en place un système de surveillance en matière de protection qui nous permettra d'identifier et de définir des problèmes en matière de protection, suivi par une réponse adéquate", a dit le porte-parole du HCR.

Le HCR, dans le cadre de l'effort de secours des Nations Unies, lance un appel de fonds supplémentaire d'un montant de 5,5 millions de dollars pour ces activités au Nigéria.